



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 05/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PEUGEOT CITROEN MULHOUSE (Mécanique)

route de Chalampé
BP 1403
68100 Mulhouse

Références : 0006705657_2025_04_09_PSA(Mécanique)_VIIC AN25 Trav. Pt Chaud
Code AIOT : 0006705657

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/04/2025 dans l'établissement PEUGEOT CITROEN MULHOUSE (Mécanique) implanté route de Chalampé BP 1403 68390 Sausheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection porte sur l'Action Nationale 2025 "Travaux par point chaud".

Cette action vise à prévenir les risques de feu et d'explosion dans les installations où ce risque est important (notamment, les sites utilisant des solvants).

La visite porte notamment sur les mesures de prévention mises en œuvre accompagnant les travaux, et en particulier dans le cadre de la délivrance des permis d'intervention.

Elle consiste au contrôle de la bonne application des prescriptions de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 pour les sites sous le régime de l'autorisation.

Le contrôle effectué a eu lieu sur les zones à risque déterminées par l'exploitant, notamment dans l'atelier Mécanique D.

Le référentiel retenu pour cette inspection est l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 pour les sites sous le régime de l'autorisation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PEUGEOT CITROEN MULHOUSE (Mécanique)
- route de Chalampé BP 1403 68390 Sausheim
- Code AIOT : 0006705657
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Au sein de l'usine de production automobile, le pôle Mécanique est regroupé autour de 3 usines, les usines Mécanique B, C et D. L'unité des Mécanique fabrique les pièces de freinage et de liaisons au sol. Créée en 1962, elle a constitué la première activité du site de Mulhouse. Avec 800 références, le pôle Mécanique regroupent trois types d'activités : l'usinage (disques, tambours, moyeux, pivots et bras de suspension), le montage (ensembles de roues avant et trains arrière) et le ferrage (berceaux, moteur, traverses arrières, support de pédalier et flasques).

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Travaux et points chauds

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Identification des zones à risque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective	2 mois
3	Interdiction d'apporter du feu	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
4	Permis de feu / plan de prévention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Compte-tenu des constats réalisés, les écarts portent principalement sur des aspects documentaires.

Il est donc attendu la mise en place d'une action corrective pour les points suivants :

- afficher au niveau de l'entrée des zones à risque (incendie, explosion, ...) la nature des risques et les consignes à observer de manière exhaustive,
- afficher, et ce de manière exhaustive dans les lieux fréquentés par le personnel, les

consignes de sécurité incluant notamment l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Identification des zones à risque

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Actions nationales 2025, Locaux à risque
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. [...]
Constats : Avant le contrôle, l'exploitant a transmis à l'Inspection par courriel en date du 25 mars 2025 les plans de représentation des zones à risque pour les ateliers Mécanique B, C et D (réf: Plan ETARE_MECANIQUE B_A3 daté du 29/10/2023 ; PLAN_ETARE_Bt MECANIQUE C_ A3 daté du 20/10/2023 et PLAN_ETARE_Bt MECANIQUE D_ A3 daté du 24/10/2023). Par ailleurs, comme lors de la visite d'inspection dans l'atelier Fonderie, l'exploitant a indiqué que la définition des zones à risque est réalisée sur la base de son Étude de Dangers pour la partie incendie et sur le DRPCE (Dossier Relatif à la Protection Contre les Explosions) pour la partie explosion. Après demande à l'exploitant, l'Inspection a vérifié la tenue à jour du plan. Selon les dires de l'exploitant, la dernière mise à jour date d'octobre 2023 et depuis cette date, il n'y a pas eu de modifications des installations qui ont induit de risques supplémentaires. Concernant les plans de zonage, les zones à risque sont bien identifiées selon la nature du risque (à l'aide du pictogramme et d'un code couleur) et l'étendue des zones est également bien définie (soit en fonction de l'installation, soit en fonction de la zone géographique). L'inspection constate la présence d'une légende avec les codes couleur en fonction des risques. Ces constats sur les plans de zonage n'appellent pas de remarques de la part de l'Inspection. Sur site et par sondage sur l'atelier Mécanique D, l'Inspection a inspecté la zone à risque d'explosion (ATEX) suivante : entrée zone local batterie. Sur cette zone ATEX, l'Inspection a constaté la présence de l'affichage de la nature des risques ("vous entrez dans une zone à risque d'explosion") et les consignes à respecter dans la zone sous

<p>forme de pictogrammes (notamment, l'interdiction d'apporter une flamme nue, l'interdiction de fumer, l'interdiction d'apporter un appareil électronique, interdiction de porter des vêtements électrostatique).</p> <p>De plus, il a été constaté également à l'entrée de la zone un plan représentant le local ciblé avec les détails concernant les zones ATEX en présence (classification 0, 1 ou 2).</p> <p>Concernant les zones à risque incendie, l'Inspection a contrôlé par sondage la zone de la chaufferie où les chaudières sont alimentées en gaz ainsi que la zone tunnel TTS (traitement de surfaces) avec l'utilisation de produits inflammables.</p> <p>L'Inspection a constaté la présence des consignes à l'entrée de la zone sous forme de pictogrammes (interdiction de fumer, interdiction d'apporter une flamme nue) mais l'absence d'affichage de la nature du risque.</p> <p>Ce constat constitue une non-conformité vis-à-vis de la prescription contrôlée.</p> <p>Cet écart portant principalement sur des aspects documentaires, l'Inspection propose en l'état de ne pas faire application des suites prévues par l'article L.171-8 du code de l'environnement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il appartient à l'exploitant d'afficher au niveau de l'entrée des zones à risque (incendie, explosion, ...) la nature des risques et les consignes à observer de manière exhaustive.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 2 : Consignes d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Consignes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel [...]</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que besoin : [...]</p> <p>- l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme pour la visite d'inspection sur l'atelier Fonderie, les documents listés ci-dessous s'appliquent également pour l'atelier Mécanique (ce sont des documents généralistes pour l'ensemble du personnel du site) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le livret d'accueil pour toute entreprise extérieure ; • le mode opératoire pour le donneur d'ordre au niveau du site. <p>Pour la partie entreprise extérieure, les consignes d'exploitation et de sécurité sont bien formalisées dans les documents et précisent l'obligation de permis d'intervention dans les parties</p>

concernées de l'installation.

Pour la partie travaux interne, la zone de formation des nouveaux arrivants dans l'entreprise présentée lors de la visite d'inspection de l'atelier Fonderie s'applique également.

Lors de la visite dans l'atelier Mécanique D, l'Inspection a constaté l'affichage dans les zones fréquentées par le personnel (zone UEP) les consignes de sécurité et d'exploitation.

De plus, l'exploitant a présenté la zone UEP (Unité Élémentaire de Production) où sont affichés les consignes de sécurité.

Cette zone est un lieu de passage obligatoire avant la prise de poste de chaque opérateur et ce, à chaque tournée.

Dans cette zone, l'Inspection a constaté la présentation du point avant la prise de poste par le chef opérateur en présence. Le chef opérateur rappelle les consignes de sécurité à observer, les incidents qui ont eu lieu et les indicateurs de production.

Sur les consignes de sécurité affichées au niveau de l'UEP de l'atelier Mécanique D, l'Inspection a constaté la notion d'obligation de permis d'intervention.

Ces constats n'appellent pas de remarques de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Interdiction d'apporter du feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

Thème(s) : Actions nationales 2025, Consignes de sécurité

Prescription contrôlée :

[...] l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel.

[...]

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;

Constats :

Lors de la visite sur site et par sondage dans l'atelier Mécanique D, l'Inspection a constaté la présence d'un pictogramme avec la notion "apporter une flamme nue interdite" à l'entrée des zones avec un risque d'atmosphère explosive (zone ATEX) et/ ou un risque incendie, sur les zones suivantes (cf point de contrôle n°2) :

- zone tunnel TTS
- zone local batterie
- zone chaudière gaz

Dans la zone fréquentée par le personnel (zone UEP), l'Inspection a constaté l'affichage des consignes de sécurité avec la présence de la notion d'interdiction de fumer dans l'atelier mais l'absence de la notion d'apporter du feu sous une forme quelconque.

Ce constat constitue une non-conformité vis-à-vis de la prescription contrôlée.

Compte tenu de la nature documentaire de cette non-conformité, l'Inspection propose en l'état de ne pas faire application des suites prévues par l'article L.171-8 du code de l'environnement
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il appartient à l'exploitant d'afficher, et ce de manière exhaustive dans les lieux fréquentés par le personnel, les consignes de sécurité incluant l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Permis de feu / plan de prévention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
Thème(s) : Actions nationales 2025, Travaux
Prescription contrôlée : Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; [...] Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.
Constats : Avant la visite d'inspection, l'exploitant a transmis à l'Inspection par courriel en date du 25 mars 2025 : <ul style="list-style-type: none"> un plan de prévention pour une phase de travaux réalisé entre décembre 2024 et mars 2025 par un prestataire extérieur dans des zones à risque ; 20 permis feu pour des intervenants internes sur le mois de mars 2025. Après contrôle des documents, l'Inspection a constaté : <ul style="list-style-type: none"> que dans les plans de prévention, l'exploitant précise la description du chantier et les travaux à réaliser, les consignes particulières à respecter, le détail des risques en présence et les mesures de sécurité préventives à mettre en place, ainsi que les équipements de protection à porter ; que dans les permis feu, l'exploitant précise les travaux à risque qui sont réalisées, les

risques particuliers en présence, les consignes particulières supplémentaires à respecter, ainsi que les moyens de protection et les précautions particulières à mettre en place. Tous ces éléments sont complémentaires par rapport au plan de prévention annuel.

Lors de la visite sur le terrain, l'Inspection a contrôlé une zone de chantier en cours dans l'atelier Mécanique D.

A l'entrée de la zone de chantier, l'Inspection a constaté un panneau de format A0 présentant :

- les permis feu réalisés et signés par les différentes parties dans la zone de chantier,
- le rappel des consignes de sécurité et de prévention à tenir sur le chantier en fonction de l'action menée,
- la présence du plan de prévention signée avec le prestataire extérieur qui contient :
 - l'analyse des risques identifiés et spécifiques à la zone de chantier,
 - les moyens de prévention/protection à prévoir,
 - la signature des parties en présence (donneur d'ordre exploitant, représentant prestataire, opérateur prestataire),
 - la date d'inspection commune en amont du chantier,
- la liste d'émargement des opérateurs prestataire autorisés dans la zone.

De plus, selon les dires du donneur d'ordre sur site, il est réalisé une ronde journalière des zones de chantier et les coordonnées du donneur d'ordre sont disponibles auprès des opérateurs en cas de besoin (notamment, pour la réalisation d'un permis feu).

Enfin, la zone de chantier est balisée et fermée avec des barrières afin de restreindre l'accès et éviter les risques de coactivité.

Les constats effectués ci-dessus n'appellent pas de remarques de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite